

# L'insoutenable légèreté du capitalisme vis-à-vis de notre santé, par Eva Illouz

---

TRIBUNE. Dans ce texte brillant, qui souligne le lien étroit entre santé et économie, la grande sociologue franco-israélienne analyse la crise planétaire du coronavirus. Elle dénonce « l'imposture » du néolibéralisme qui, privant l'Etat de ses ressources, a sacrifié le monde dont il se nourrit.

Publié le [23 mars 2020 à 07h05](#) Mis à jour le 25 mars 2020 à 15h15

## Eva Illouz, bio express

*Sociologue franco-israélienne, **Eva Illouz** est considérée comme l'une des plus importantes figures de la pensée mondiale. Directrice d'études à l'EHESS et professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, elle étudie le développement du capitalisme sous l'angle des subjectivités. Elle a récemment publié « Happycratie » (2018), « les Marchandises émotionnelles » (Premier Parallèle, 2019) et, le 6 février 2020, « la Fin de l'amour », aux éditions du Seuil.*

## La bande-annonce de notre futur ?

Ce qui vient redoubler le sentiment de crise, c'est le fait que la pandémie requiert une nouvelle forme de solidarité à travers la distanciation sociale. C'est une solidarité entre les générations, entre les jeunes et les vieux, entre quelqu'un qui ne sait pas qu'il peut être malade et quelqu'un qui pourrait mourir de ce que le premier ne sait pas, une solidarité entre quelqu'un qui a peut-être perdu son travail et quelqu'un qui pourrait perdre la vie.

Je suis confinée depuis plusieurs semaines maintenant et l'amour dont mes enfants m'ont couverte a consisté à me laisser seule. Cette solidarité exige l'isolement et fragmente le corps social en ses plus petites unités possible, ce qui complique nos organisations, nos rencontres, nos communications – au-delà des innombrables plaisanteries et vidéos échangées sur les réseaux sociaux.

Nous faisons aujourd'hui l'expérience d'une sociabilité de substitution : l'usage d'Internet a plus que doublé ; les réseaux sociaux sont devenus les nouveaux salons ; le nombre de blagues Corona circulant sur les réseaux sociaux à travers les continents est sans précédent ; la consommation de Netflix et de Prime Video a littéralement explosé ; les étudiants du monde entier suivent désormais des cours virtuels à travers « Zoom » – des salles de classe collaboratives. En résumé, cette maladie, qui nous oblige à revoir de fond en comble toutes les catégories connues de la sociabilité et du soin, est aussi la grande fête de la technologie virtuelle. Je suis persuadée que dans le monde post-Corona, la vie virtuelle longue distance aura conquis une nouvelle autonomie – maintenant que nous avons été contraints de découvrir son potentiel.

Nous sortirons de cette crise, grâce au travail héroïque des médecins et des infirmières et à la résilience des citoyens. De nombreux pays en sortent déjà. Le défi consistera à gérer l'après-pandémie, en tirant les bonnes conclusions : l'Etat, encore une fois, s'est avéré la seule entité capable de faire face à des crises à si grande échelle. L'imposture du néolibéralisme est désormais exposée, et doit être dénoncée haut et fort. L'époque où tout acteur économique n'était là que pour « s'en mettre plein les poches » doit finir une bonne fois pour toutes. L'intérêt public doit redevenir la priorité des politiques publiques. Et les entreprises doivent contribuer à ce bien public, si elles veulent que le marché demeure un cadre possible pour les activités humaines.

## « Retombées zoonotiques »

Pour Denis Carroll, expert mondial de premier plan en maladies infectieuses, travaillant aux Etats-Unis pour le CDC (Centers for Disease Control and Prevention), l'agence nationale de protection de la santé, nous devons nous attendre à voir ce type de pandémies se répéter plus souvent à l'avenir. Et cela en raison de ce qu'il appelle les « retombées zoonotiques », c'est-à-dire les conséquences d'un contact de plus en plus fréquent entre des agents pathogènes d'origine animale et les hommes – un contact lui-même causé par la présence toujours plus importante des humains dans des écozones qui, jusqu'ici, étaient hors de notre portée. Ces incursions dans les écozones s'expliquent par la surpopulation et par l'exploitation intensive de la terre (en Afrique, par exemple, l'extraction pétrolière ou minière s'est considérablement développée dans des régions qui étaient d'ordinaire peu habitées par les hommes).

Cela fait au moins une décennie que Carroll et de nombreux autres (dont, par exemple, Bill Gates et l'épidémiologiste Larry Brilliant, directeur de la fondation Google.org) nous avertissent que des virus inconnus menaceront toujours plus à l'avenir les êtres humains. Mais personne n'y a prêté attention. La crise actuelle est le prix que nous payons tous pour le manque d'attention de nos politiciens : nos sociétés étaient bien trop occupées à réaliser des bénéfices, sans relâche, et à exploiter la terre et la main d'œuvre, en tout temps et en tous lieux. Dans un monde post-Corona, les retombées zoonotiques et les marchés chinois d'animaux vivants devront devenir le souci de la communauté internationale. Si l'arsenal nucléaire de l'Iran est étroitement contrôlé, il n'y a aucune raison de ne pas exiger un contrôle international des sources de retombées zoonotiques. Le milieu des affaires, partout à travers le monde, peut enfin réaliser que pour pouvoir exploiter le monde, il faut encore qu'il y ait un monde.

## L'économie ou la vie ? La santé, socle invisible du marché

La peur du public met toujours les institutions en danger (les monstres politiques du XX<sup>ème</sup> siècle ont tous utilisé la peur pour dépouiller la démocratie de ses institutions). Mais l'inédit de cette crise, c'est à quel point elle se montre hantée par l'« économisme ». Le modèle britannique (décrit depuis) a initialement consisté à adopter la méthode d'intervention la moins intrusive possible, soit le modèle de l'auto-immunisation (c'est-à-dire de la contamination) de 60 % de la population – une option qui revenait à sacrifier une partie de cette population au nom du maintien de l'activité économique. L'Allemagne et la France avaient d'abord réagi de la même manière, ignorant la crise tant que cela fut possible. Comme l'a relevé l'essayiste italien Giuliano da Empoli, même la Chine, qui piétine les droits de l'homme, n'a pas utilisé aussi ouvertement que les nations européennes l'« économisme » comme un critère à prendre en considération dans la lutte contre le virus (du moins au début). Le dilemme est sans précédent : sacrifier la vie de nombreuses personnes âgées et vulnérables ou sacrifier la survie économique de beaucoup de jeunes et d'indépendants.

Il n'est pas sans ironie que ce soit le monde de la finance, généralement arrogant et si souvent impénétrable, qui ait été le premier à s'effondrer. Cela a montré que la circulation de l'argent dans le monde repose sur une ressource que nous considérons tous comme acquise : la santé des citoyens. Les marchés se nourrissent de la confiance comme d'une monnaie pour construire le futur, et il s'avère que la confiance se fonde sur l'hypothèse de la santé. Les Etats modernes ont garanti la santé des citoyens : ils ont construit des hôpitaux, formé des médecins, subventionné la recherche médicale et conçu des systèmes de protection sociale. Ce système de santé était le socle invisible qui rendait possible la confiance dans l'avenir qui, à son tour, conditionne les investissements et la spéculation financière. Sans santé, les transactions économiques perdent leur sens.

La santé était donc tenue pour acquise ; et ces dernières décennies, les politiciens, les places financières, les grandes entreprises s'accordèrent tous pour promouvoir des politiques qui

réduisaient drastiquement les budgets dévolus aux ressources publiques, de l'éducation aux soins de santé, ignorant ainsi de façon paradoxale à quel point les entreprises avaient pu bénéficier de ces biens publics (éducation, santé, infrastructures), sans rien déboursier pour cela. Toutes ces ressources dépendent de l'Etat et conditionnent l'existence même des échanges économiques. Pourtant, en France, 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés ces vingt dernières années (les soins à domicile ne sauraient compenser des lits en unités de soins intensifs). En juin 2019, les médecins et infirmières urgentistes avaient manifesté contre les coupes budgétaires qui sapent le système de santé français – une référence mondiale – jusqu'à le pousser au bord de l'effondrement.

Gaël Giraud : « Avec cette pandémie, la fragilité de notre système nous explose à la figure »

Au moment même où j'écris ces lignes, un collectif de 600 médecins annoncent porter plainte contre le Premier ministre, Edouard Philippe, et l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, pour leur mauvaise gestion de la crise (jusqu'au 14 mars, aucune mesure n'avait été prise). Aux Etats-Unis, le pays le plus puissant de la planète, les médecins se démènent pour trouver des masques, afin de se protéger eux-mêmes. En Israël, en 2019, le ratio lits d'hôpitaux/population totale était tombé à son plus bas niveau depuis trois décennies, selon un rapport publié par le ministère de la Santé.

## La mue indispensable du capitalisme

Netanyahu et ses gouvernements successifs ont négligé le système de santé pour deux raisons : parce que Netanyahu est fondamentalement un néolibéral qui croit en la redistribution de l'argent issu des ressources collectives aux riches sous la forme d'exonérations d'impôts ; et parce qu'il a cédé aux exigences des partis ultra-orthodoxes qui sont ses partenaires de coalition, créant ainsi des pénuries massives dans le système de santé. Le mélange de gravité et d'hystérie avec lequel la crise actuelle a été gérée visait à dissimuler cette stupéfiante impréparation (manque de masques chirurgicaux, de respirateurs artificiels, de combinaisons de protection, de lits, d'unités de soins adéquates, etc.). Netanyahu et des hordes de politiciens partout dans le monde ont traité la santé des citoyens avec une légèreté insupportable, échouant à comprendre l'évidence : sans santé, il ne peut y avoir d'économie. La relation entre notre santé et le marché est désormais devenue douloureusement claire.

Le capitalisme tel que nous l'avons connu doit changer. La pandémie va causer des dommages économiques incommensurables, un chômage massif, une croissance en berne ou négative, et elle affectera le monde entier – les économies asiatiques ayant des chances d'en ressortir les plus fortes. Les banques, les entreprises et les sociétés financières devront supporter la charge, aux côtés de l'Etat, de trouver une issue à cette crise et devenir des partenaires pour la santé collective des citoyens. Elles devront contribuer à la recherche, aux plans de préparation aux urgences nationales, et à l'embauche massive, une fois cette crise terminée. Elles devront porter le fardeau de la reconstruction économique, quand bien même cet effort collectif ne générerait que peu de profits.

Les capitalistes ont pris pour acquises les ressources fournies par l'Etat – l'éducation, la santé, les infrastructures – sans jamais réaliser que les ressources dont ils spoliaient l'Etat les priveraient, au bout du compte, du monde qui rend l'économie possible. Cela doit cesser. Pour que l'économie ait un sens, elle a besoin d'un monde. Et ce monde ne peut être construit que collectivement, grâce à la contribution du secteur privé au bien commun. Si seuls les Etats peuvent gérer une crise d'une telle ampleur, ils ne seront pas suffisamment forts pour nous faire sortir à eux seuls de cette crise : il faudra que les entreprises contribuent au maintien des biens publics, dont elles ont tant bénéficié.